

**Interventions :**

Son rapport sur les élections du département de la Haute-Garonne [5 juillet 1951] (p. 5905). — Est élu *Juge suppléant de la Haute Cour de justice* [28 août 1951] (p. 6534). — Dépose une demande d'interpellation : sur l'application du Code du vin, principalement en ce qui concerne les dispositions prescrivant l'assainissement du marché [29 mai 1952] (p. 2536); la développe : *Ses observations sur l'aggravation de la crise viticole, la distillation obligatoire du vin, l'insuffisance des exportations de vin, l'assainissement du marché par le blocage, l'importance des charges fiscales sur le vin* [4 juillet 1952] (p. 3586 et suiv.); — sur la politique viticole du Gouvernement [7 octobre 1952] (p. 4068). — Prend part à la discussion : du projet de loi n° 6433 portant redressement économique et financier; Article premier : *Son amendement tendant à la détaxation des apéritifs* [7 juillet 1953] (p. 3302). — Dépose une demande d'interpellation : sur les mesures envisagées pour soutenir le prix du vin à la production au niveau du prix de revient [8 octobre 1953] (p. 4103); la développe : *Inapplication de la législation antérieure sur la viticulture, inapplicabilité, à fortiori du nouveau décret plus rigoureux, avis en ce sens de l'Administration des finances; Interdiction nécessaire des piquettes et vins de sucre; Impuissance et dangers du libéralisme gouvernemental en matière de commercialisation; Proposition socialiste de Centre régulateur, plus souple que l'Office du Blé* [15 octobre 1953] (p. 4309, 4310); — sur la circulaire apportant des dérogations à l'article 16 du décret n° 53-977 du 30 septembre 1953 relatif à l'assainissement du marché du vin [11 décembre 1953] (p. 6482). — Prend part à la discussion : d'une proposition de résolution relative au coefficient d'augmentation des impôts et taxes sur le vin : *Discussion générale (Variation de la taxe unique en fonction du cours du vin, diminution de la fiscalité)* [1<sup>er</sup> avril 1954] (p. 1566, 1584); — du projet de loi relatif aux prestations viniques : *Discussion générale (Cas des petits exploitants)* [3 août 1954] (p. 3800); — du projet de loi relatif aux dépenses du MINISTÈRE DE L'AGRICULTURE, pour l'exercice 1955, Etat A, Chap. 3101 : *Respect intégral de la législation fiscale, Institut des vins de consommation courante, implantation dans la région langu-*

*docienne d'un système de canaux d'irrigation à partir du Rhône* [25 novembre 1954] (p. 5420, 5421).

**GOZARD (M. Gilles), Député de l'Allier (S.).**

Son élection est validée [6 juillet 1951] (p. 5900). — Est nommé : membre de la Commission des finances [17 juillet 1951] (**F. n° 5**), [20 janvier 1953] (**F. n° 216**); membre titulaire de cette Commission [19 janvier 1954] (**F. n° 341**), [18 janvier 1955] (**F. n° 482**); par la Commission des finances pour représenter l'Assemblée Nationale au sein du Comité national du tourisme [29 août 1951] (**F. n° 30**). — Est élu *Membre de la Commission d'instruction de la Haute Cour de Justice* [28 août 1951] (p. 6534).

**Dépôts :**

Le 16 novembre 1951, un rapport au nom de la Commission des finances sur le projet de loi (n° 986) relatif au développement des crédits affectés aux dépenses de fonctionnement des services civils pour l'exercice 1952, Affaires économiques, n° 1591. — Le 13 décembre 1951, une proposition de résolution tendant à inviter le Gouvernement à accélérer les nominations aux emplois réservés aux anciens combattants et victimes de la guerre, n° 2006. — Le 27 décembre 1951, un rapport au nom de la Commission des finances sur l'avis (n° 2228) donné par le Conseil de la République sur le projet de loi (n° 986) adopté par l'Assemblée Nationale relatif au développement des crédits affectés aux dépenses de fonctionnement des services civils pour l'exercice 1952 (Affaires économiques), n° 2251. — Le 16 février 1952, une proposition de loi tendant à exonérer les pensions de la sécurité sociale de la taxe proportionnelle et de la surtaxe progressive, n° 2663. — Le 25 février 1952, une proposition de loi tendant à modifier les conditions dans lesquelles les vieux métayers pourront bénéficier de l'allocation aux vieux travailleurs salariés, n° 2764. — Le 6 mars 1952, une proposition de loi tendant à organiser la fermeture des entreprises au moment des congés annuels, n° 2879. — Le 2 avril 1952, une proposition de loi tendant à faire bénéficier les journaux scolaires du tarif postal préférentiel accordé aux périodiques,

**n° 3170.** — Le 20 mai 1952, une proposition de résolution tendant à inviter le Gouvernement à proroger au-delà du 31 juillet la validité des bons remis aux agriculteurs pour leur permettre de bénéficier de la détaxe sur les carburants, **n° 3425.** — Le 12 juin 1952, une proposition de loi tendant à compléter la loi n° 50-891 du 1<sup>er</sup> août 1950 en accordant le bénéfice du tarif des congés payés aux conjoints de retraités, **n° 3642.** — Le 12 juin 1952, une proposition de résolution tendant à inviter le Gouvernement à prévoir le remboursement de l'appareillage des invalides civils, **n° 3647.** — Le 24 juin 1952, une proposition de résolution tendant à inviter le Gouvernement à accorder le bénéfice du demi-tarif aux élèves et étudiants pour un voyage annuel sur le réseau de la S.N.C.F., **n° 3787.** — Le 27 juin 1952, une proposition de résolution tendant à inviter le Gouvernement à mettre des crédits à la disposition des agriculteurs de l'Allier victimes de la fièvre aphteuse et à leur accorder des exonérations d'impôts, **n° 3859.** — Le 8 juillet 1952, une proposition de résolution tendant à inviter le Gouvernement à octroyer un secours immédiat et à indemniser les victimes de l'orage de grêle du 3 juillet qui a détruit les récoltes dans diverses communes du département de l'Allier, **n° 4017.** — Le 10 juillet 1952, une proposition de résolution tendant à inviter le Gouvernement à octroyer un secours immédiat et à indemniser les victimes de l'orage de grêle du 3 juillet qui a détruit la totalité des récoltes dans la commune de Cosne-d'Allier, **n° 4066.** — Le 6 octobre 1952, un rapport au nom de la Commission des finances sur le projet de loi (n° 4260) relatif au développement des crédits affectés aux dépenses de fonctionnement des services civils pour l'exercice 1953, finances et affaires économiques (III : Affaires économiques), **n° 4350.** — Le 14 novembre 1952, un rapport supplémentaire au nom de la Commission des finances sur le projet de loi (n° 4260) et la lettre rectificative (n° 4590) au projet de loi relatif au développement des crédits affectés aux dépenses de fonctionnement des services civils pour l'exercice 1953, finances et affaires économiques (III : Affaires économiques), **n° 4761.** — Le 25 novembre 1952, une proposition de résolution tendant à inviter le Gouvernement à améliorer le sort des greffiers des justices de paix, **n° 4854.** — Le 12 décembre 1952, une proposition de loi tendant à exonérer partiellement

les arrérages de rentes viagères constituées à capital aliéné de la taxe proportionnelle et de la surtaxe progressive, **n° 5079.** — Le 19 décembre 1952, un rapport au nom de la Commission des finances sur le projet de loi (n° 4157) portant ouverture de crédits (Affaires économiques) et réévaluation de recettes au titre de l'exercice 1952, **n° 5186.** — Le 20 décembre 1952, un rapport au nom de la Commission des finances sur l'avis (n° 5134) donné par le Conseil de la République sur le projet de loi (n° 4260) adopté par l'Assemblée Nationale relatif au développement des crédits affectés aux dépenses de fonctionnement des services civils pour l'exercice 1953, finances et affaires économiques (III : Affaires économiques), **n° 5208.** — Le 24 février 1953, un rapport au nom de la Commission des finances sur le projet de loi (n° 3364) autorisant le Président de la République à ratifier l'Accord sur l'établissement d'une Union européenne de paiements, signé à Paris le 19 septembre 1950, **n° 5650.** — Le 12 mars 1953, une proposition de loi tendant à permettre au Gouvernement de célébrer en 1953 avec éclat le centenaire de la naissance d'André Messager à Montluçon, sa ville natale, **n° 5854.** — Le 17 mars 1953, une proposition de loi tendant à subordonner le congédiement sur ordre de l'Administration des employés des salles de jeu à l'avis conforme d'une commission, **n° 5887.** — Le 17 mars 1953, un avis au nom de la Commission des finances sur les propositions de loi : 1° de M. Senghor et plusieurs de ses collègues (n° 2412) tendant à assurer la sauvegarde de la production des arachides dans les territoires d'outre-mer ; 2° de M. Maurice Lenormand et plusieurs de ses collègues (n° 3298) tendant à assurer la sauvegarde de la production du coprah, des palmistes et des corps gras dérivés de ces produits dans les territoires d'outre-mer ; 3° de Mme Poinso-Chapuis et plusieurs de ses collègues (n° 3717) tendant à régulariser le marché des corps gras, **n° 5895.** — Le 24 mars 1953, une proposition de loi tendant à exonérer les « guides » de l'amicale des policiers de la taxe sur le chiffre d'affaires, **n° 5987.** — Le 27 mai 1953, une proposition de résolution tendant à inviter le Gouvernement à l'octroi d'une aide financière aux agriculteurs victimes de la gelée, **n° 6253.** — Le 16 octobre 1953, un rapport au nom de la Commission des finances sur le projet de loi (n° 6758) relatif au développement des crédits

affectés aux dépenses du Ministère des Finances et des Affaires économiques (III : Affaires économiques) pour l'exercice 1954, n° 6888. — Le 16 octobre 1953, un rapport supplémentaire au nom de la Commission des finances sur le projet de loi (n° 3364 et annexe) et la lettre rectificative (n° 6132) au projet de loi autorisant le Président de la République à ratifier l'Accord sur l'établissement d'une Union européenne de paiements, signé à Paris le 19 septembre 1950 et modifié par deux protocoles additionnels en date des 8 août 1951 et 11 juillet 1952, n° 6893. — Le 12 novembre 1953, un rapport au nom de la Commission des finances sur le projet de loi (n° 6758) et la lettre rectificative (n° 7113) au projet de loi relatif au développement des crédits affectés aux dépenses du Ministère des Finances et des Affaires économiques pour l'exercice 1954, Affaires économiques, n° 7209. — Le 24 novembre 1953, un rapport au nom de la Commission des finances sur le projet de loi (n° 7193) relatif au développement des crédits affectés aux dépenses du Ministère des Finances et des Affaires économiques pour l'exercice 1954 (IV : Commissariat général à la Productivité), n° 7278. — Le 12 décembre 1953, un rapport au nom de la Commission des finances sur l'avis (n° 7443) donné par le Conseil de la République sur le projet de loi (n° 7193) adopté par l'Assemblée Nationale relatif au développement des crédits affectés aux dépenses du Ministère des Finances et des Affaires économiques pour l'exercice 1954 (IV : Commissariat général à la productivité), n° 7461. — Le 13 décembre 1953, un rapport supplémentaire au nom de la Commission des finances sur l'avis (n° 7443) donné par le Conseil de la République sur le projet de loi adopté par l'Assemblée Nationale relatif au développement des crédits affectés aux dépenses du Ministère des Finances et des Affaires économiques pour l'exercice 1954 (IV : Commissariat général à la productivité), n° 7464. — Le 31 décembre 1953, un rapport au nom de la Commission des finances sur le projet de loi (n° 7534) relatif au développement des crédits affectés aux dépenses du Ministère des Finances et des Affaires économiques (III : Affaires économiques) pour l'exercice 1954, n° 7545. — Le 31 décembre 1953, un rapport au nom de la Commission des finances sur l'avis (n° 7589) donné par le Conseil de la République sur le projet de loi (n° 7534) adopté par l'Assemblée Nationale relatif au

développement des crédits affectés aux dépenses du Ministère des Finances et des Affaires économiques pour l'exercice 1954 (III : Affaires économiques), n° 7593. — Le 9 février 1954, une proposition de loi tendant au paiement d'une allocation exceptionnelle de 10.000 francs aux économiquement faibles et aux retraités de la sécurité sociale, n° 7691. — Le 7 avril 1954, une proposition de loi tendant à modifier les règles de publicité applicables en matière de vente des fonds de commerce, n° 8286. — Le 24 juin 1954, une proposition de résolution tendant à inviter le Gouvernement à octroyer un secours immédiat et à indemniser les victimes de l'orage de grêle du 20 juin 1954 qui a détruit la récolte de diverses communes de la région montluçonnaise et causé des dégâts à de nombreux immeubles de la même région, n° 8723. — Le 20 juillet 1954, une proposition de loi portant modification de l'article 231 du Code général des impôts et tendant à exonérer les cantines scolaires du versement forfaitaire de 5 0/0 à la charge des employeurs, n° 8910. — Le 9 novembre 1954, un rapport au nom de la Commission des finances sur le projet de loi (n° 9290) relatif au développement des crédits affectés aux dépenses du Ministère des Finances, des Affaires économiques et du Plan pour l'exercice 1955 (III : Affaires économiques), n° 9424. — Le 27 décembre 1954, une proposition de loi tendant à exclure les receveurs-buralistes des dispositions de l'article 80 de la loi du 5 avril 1884 sur l'organisation municipale, n° 9804. — Le 13 janvier 1955, une proposition de loi tendant à atténuer le taux de l'impôt sur les sociétés, dû par les sociétés dont le capital ne dépasse pas trois millions, n° 9882. — Le 13 janvier 1955, une proposition de loi tendant à supprimer le paiement des sommes encore dues pour l'emploi de prisonniers de guerre allemands, n° 9883. — Le 1<sup>er</sup> mars 1955, une proposition de loi tendant à exonérer de la patente, pour les emplacements occupés par leurs voitures dans les garages publics, les membres des professions déjà soumises à cette contribution, n° 10226. — Le 29 juin 1955, une proposition de loi tendant à assurer le paiement des allocations familiales aux parents des enfants suivant les cours postsecondaires ménagers ou agricoles, n° 11054. — Le 13 juillet 1955, un 2<sup>e</sup> rapport supplémentaire au nom de la Commission des finances sur le projet de loi (n° 3364) et la lettre rectificative (n° 6132) au projet de loi autorisant

le Président de la République à ratifier l'Accord sur l'établissement d'une Union européenne de paiements, signé à Paris le 19 septembre 1950, et modifié par deux protocoles additionnels en date des 8 août 1951 et 11 juillet 1952, n° 11199. — Le 18 octobre 1955, une proposition de résolution tendant à inviter le Gouvernement à accorder aux réservistes rappelés sous les drapeaux et privés de leurs ressources professionnelles une allocation spéciale compensatrice, n° 11629. — Le 17 novembre 1955, une proposition de loi tendant à majorer l'allocation vieillesse attribuée aux artisans ayant élevé leurs enfants, n° 11908.

### Interventions :

Prend part à la discussion : du projet de loi portant réformes, dégrèvements et dispositions fiscales ; Article additionnel : *Son amendement tendant à instituer une taxe sur les superbénéfices des entreprises industrielles et commerciales* [26 février 1952] (p. 1035) ; — du projet de loi relatif au développement des crédits de la Défense nationale en 1952 ; Art. 46 : *Son amendement tendant à supprimer l'article prévoyant la liquidation de l'arsenal de Châtillon* [17 juin 1952] (p. 3004) ; *le retire* (ibid.). — Dépose une demande d'interpellation sur le prix du blé pour la récolte 1952 [7 octobre 1952] (p. 4068). — Prend part à la discussion : du projet de loi relatif au développement des dépenses de fonctionnement des services civils en 1953 ; AFFAIRES ÉCONOMIQUES : *Sa demande de renvoi à la Commission* [31 octobre 1952] (p. 4654) ; en qualité de *Rapporteur* [14 novembre 1952] (p. 5149, 5150) ; Etat A, Chap. 31-22 : *Demande de rétablissement des crédits pour les indemnités du service des enquêtes économiques, présentée par le Gouvernement* (p. 5158) ; Chap. 33-92 : *Demande de rétablissement des crédits pour les prestations facultatives, présentée par le Gouvernement (Services sociaux)* (p. 5160) ; Chap. 44-13 : *Demande de rétablissement des crédits pour remboursement des charges fiscales aux exportateurs, présentée par le Gouvernement* (p. 5165) ; RECONSTRUCTION ET URBANISME, Etat A, Chap. 31-01 : *Son amendement tendant à réduire de 1.000 francs les crédits pour l'Administration centrale (Titularisation des agents temporaires)* [15 novembre 1952] (p. 5186) ; — du projet de loi relatif aux dépenses d'investissements en 1953 ; Art. 4,

Etat D : *Prêts pour l'équipement touristique* [20 décembre 1952] (p. 6757) ; Etat A, AGRICULTURE, Chap. 61-60 : *Demande de renvoi à la Commission du chapitre relatif au génie rural, présentée par M. Billat (Adductions d'eau)* (p. 6792) ; — du projet de LOI DE FINANCES pour l'exercice 1953 ; Article additionnel : *Son amendement tendant à élever le plafond des ressources au-dessous desquelles est attribuée l'allocation aux économiquement faibles* [21 décembre 1952] (p. 6852) ; *Son amendement relatif aux chèques post-datés* (p. 6855) ; *Amendement de M. Pineau tendant à instituer une taxe unique sur les cidres* (p. 6904) ; *Amendement de M. Darou tendant à instituer une taxe unique sur les bières* (p. 6905) ; *Amendement de M. Dagain tendant à dispenser de droits de timbre les tickets délivrés par les teinturiers à leurs clients* (p. 6910) ; *Amendement de M. Médecin tendant à détaxer les établissements de tourisme n'ayant qu'une activité saisonnière* (p. 6911) ; *Amendement de M. Médecin tendant à affecter une partie du produit de la taxe locale aux communes touristiques pour leur équipement* (p. 6913) ; *Amendement de M. Anthonioz tendant à exonérer les hôtels de tourisme de la taxe communale sur les locaux loués meublés* (p. 6913) ; *Amendement de M. Mabrut tendant à fixer à 65 centimes par bouteille la surtaxe sur les eaux minérales en faveur des communes thermales* (p. 6915). — Dépose une demande d'interpellation sur l'augmentation des forfaits fixés par voie administrative pour les commerçants et industriels non imposables sur leurs bénéfices réels [21 mars 1953] (p. 2171). — Prend part à la discussion : du projet de loi relatif aux dépenses des Ministères (Exercice 1954) ; AFFAIRES ÉCONOMIQUES, en qualité de *Rapporteur* : *Aide à l'exportation, travaux de l'Institut national de statistique* [26 novembre 1953] (p. 5579, 5580) ; Etat A, Chap. 31-31 : *Institut national de la statistique (Insuffisance du personnel)* (p. 5584) ; FINANCES (COMMISSARIAT GÉNÉRAL A LA PRODUCTIVITÉ), en qualité de *Rapporteur* (p. 5595) ; AFFAIRES ÉCONOMIQUES, amendé par le Conseil de la République, en qualité de *Rapporteur* [30 décembre 1953] (p. 7040) ; AFFAIRES ÉCONOMIQUES, en qualité de *Rapporteur* : *Taxe d'encouragement à la production textile* [31 décembre 1953] (p. 7094, 7095) ; AFFAIRES ÉCONOMIQUES, amendé par le Conseil de la République, en qualité de *Rapporteur* [31 décembre 1953] (p. 7263) ; — du

projet de loi relatif à la réforme fiscale ; Art. 17 *ter* : *Sa demande de disjonction (Equilibre entre la taxation des eaux minérales et celle des eaux artificiellement gazéifiées)* [26 mars 1954] (p. 1366) ; Articles additionnels : *Sur-taxation des eaux minérales par l'application de la taxe à la valeur ajoutée* [29 mars 1954] (p. 1439) ; — du projet de loi relatif aux dépenses du MINISTÈRE DES P. T. T. pour l'exercice 1955 : *Vote sur la question de confiance (Politique budgétaire du Gouvernement, dépôt du projet de loi organique du budget, structure nouvelle du budget)* [9 novembre 1954] (p. 4827, 4828) ; — du projet de loi relatif aux dépenses du Ministère des Finances, des Affaires économiques et du Plan (III. AFFAIRES ÉCONOMIQUES) pour l'exercice 1955, en qualité de Rapporteur : *Développement du commerce extérieur, réorganisation du Centre national du commerce extérieur, Commissariat général à la productivité, attribution des sommes provenant des fonds Blair-Moody* [15 novembre 1954] (p. 4997, 4998) ; Etat A, Chap. 31-01 : *Création d'attachés au contrôle des dépenses engagées* [18 novembre 1954] (p. 5175) ; Chap. 41-91 : *Son amendement (Subvention au mouvement national d'épargne)* (p. 5181) ; — du projet de loi relatif aux dépenses du MINISTÈRE DE L'AGRICULTURE pour l'exercice 1955 ; Etat A, Chap. 31-01 : *Adductions d'eau, détaxation des carburants agricoles* [25 novembre 1954] (p. 5423, 5424) ; — du projet de loi relatif aux dépenses du MINISTÈRE DES TRAVAUX PUBLICS, DES TRANSPORTS ET DU TOURISME pour 1955 ; Etat A, Chap. 31-01 : *Tourisme, hôtellerie de luxe, distributeurs d'essence, conducteurs des chantiers des ponts et chaussées* [9 décembre 1954] (p. 5978 et suiv.) ; — du projet de LOI DE FINANCES pour 1955 : *Pose la question préalable (Attribution des pouvoirs spéciaux, son désir de voir figurer l'abrogation de l'article 33 de la loi du 14 août 1954 dans le projet de réforme fiscale)* [18 mars 1955] (p. 1663) ; *la retire* (p. 1664) ; — du projet de loi relatif aux pouvoirs spéciaux en matière économique, sociale et fiscale : *Discussion générale (Régions sous-développées, aménagements fiscaux, loicadre, réforme fiscale)* [29 mars 1955] (p. 2049, 2050). — Dépose une demande d'interpellation sur l'appel, dans l'affaire marocaine, au concours d'un ancien Résident général condamné par contumace (Général Noguès), sur les rappelés et sur la présence du contingent en Afrique du

Nord [6 octobre 1955] (p. 4802) ; la développe : *Dissensions gouvernementales, affaire Noguès, rappel des disponibles et maintien des libérables* [7 octobre 1955] (p. 4877). — Prend part à la discussion : du projet de loi portant ratification de l'accord sur l'établissement d'une Union européenne de paiements, en qualité de Rapporteur [20 octobre 1955] (p. 5167) ; — du projet de loi portant ouverture et annulation de crédits sur l'exercice 1955 et ratification de décrets : *Dégradation de nos échanges commerciaux* [23 novembre 1955] (p. 5948, 5949) ; *Exportation de volailles en Grande-Bretagne* (p. 5949).

**GRACIA (M. Lucien de)**, Député de la Gironde [1<sup>re</sup> circonscription] (R.S.).

Son élection est validée [6 juillet 1951] (p. 5901). — Est nommé membre : de la Commission de la marine marchande et des pêches [17 juillet 1951] (F. n° 5), [20 janvier 1953] (F. n° 216), [19 janvier 1954] (F. n° 341), [18 janvier 1955] (F. n° 482) ; de la Commission des moyens de communication et du tourisme [17 juillet 1951] (F. n° 5), [20 janvier 1953] (F. n° 216), [19 janvier 1954] (F. n° 341), [21 janvier 1955] (F. n° 486). — Est désigné par la Commission des moyens de communication et du tourisme pour représenter l'Assemblée Nationale : au sein du Comité national du tourisme [29 août 1951] (F. n° 30), ainsi qu'au sein de la Commission d'examen des demandes d'autorisation ou de renouvellement d'autorisation de jeux dans les casinos [20 février 1951] (F. n° 109).

#### Dépôts :

Le 28 août 1951, une proposition de loi tendant à modifier la situation fiscale des ostréiculteurs et la taxation des produits ostréicoles, n° 872. — Le 3 janvier 1952, une proposition de résolution tendant à inviter le Gouvernement à accorder de toute urgence un crédit de secours de 300 millions aux sinistrés de la zone du sud du bassin d'Arcachon, n° 2333. — Le 25 février 1952, un avis au nom de la Commission des moyens de communication et du tourisme sur la proposition de résolution (n° 2461) de M. Triboulet et plusieurs de ses collègues tendant à inviter le Gouvernement à prendre